

Statistiques sur l'accès du public aux documents du Conseil (1994-1997)

Légende: Statistiques sur l'accès du public aux documents du Conseil de l'Union européenne de 1994 à 1997.

Source: Archives centrales du Conseil de l'Union européenne, B-1048 Bruxelles/Brussel, rue de la Loi/Wetstraat, 175.

Note du Secrétaire général du Conseil aux Délégations. Objet: Deuxième rapport sur la mise en œuvre de la décision du Conseil 93/731/CE relative à l'accès du public aux documents du Conseil, 6715/2/98 REV 2, INF 32, API 27, JUR 112. Bruxelles: Conseil de l'Union européenne, 15.06.1998. 22 p.

Copyright: (c) Communautés européennes

URL: http://www.cvce.eu/obj/Statistiques_sur_l_acces_du_public_aux_documents_du_Conseil_1994_1997-fr-2b3e8f34-f039-475a-a9e6-3b6a74c7cd4b.html

Date de dernière mise à jour: 11/08/2011

Statistiques sur l'accès du public aux documents du Conseil (1994-1997)

Nombre de demandes et de documents

Chiffres sur les demandes de documents	1994/1995	1996/1997	1996	1997
1. Nombre de demandes au titre de la décision 93/731/CE	142	451	169	282
2. Nombre de documents pris en considération	378	3.325	894	2.431
3. Documents fournis par le Secrétariat général du Conseil en première phase	185	2.418	631	1.787
4. Nombre de demandes confirmatives	16	61	24	37
5. Documents remis par le Conseil à la suite de demandes confirmatives	37	187	63	124
6. Taux de remise de documents pour l'ensemble de la procédure	58,7%	78%	77,6%	78,3%

Origine professionnelle des demandeurs

Origine professionnelle des demandeurs	1994/95	1996/97
Membres du Parlement européen	5%	3%
Groupes de pression	9%	10%
Avocats	25%	17%
Journalistes	23%	6%
Chercheurs universitaires	27%	43%
Secteur industriel	2%	3%
Autres	8%	18%

Répartition géographique des demandeurs

Répartition géographique des demandeurs	1994/95	1996/97
Belgique	31%	27%
Danemark	4%	2%
Allemagne	15%	15%
Grèce	-	-
Espagne	2%	5%
France	6%	4%
Irlande	-	2%
Italie	4%	4%
Luxembourg	2%	4%
Pays-Bas	7%	6%
Autriche	-	2%
Portugal	-	-
Finlande	-	4%
Suède	3%	1%
Royaume-Uni	25%	21%
Pays tiers (Etats-Unis, Norvège, Suisse, Japon)	3%	2%

Objet de demandes

Objet de demandes(1)	1994/95	1996/97
Questions juridiques	3%	1%
Agriculture, Pêche	3%	4%
Marché intérieur	17%	13%
Politiques externes - PESC	11%	13%
Fonctionnement des institutions	19%	5%
Politique économique et monétaire	4%	3%
Justice et affaires intérieures	20%	46%
Environnement	10%	4%
Politique sociale	8%	3%
Transports	1%	0,5%
Questions de politique générale (CIG, Conseil européen)	-	3%
Culture	-	1%
Santé	-	0,5%
Protection des consommateurs	-	1,5%
Politique régionale et cohésion économique et sociale	-	0,5%
Energie	2%	1%
Coopération au développement	-	0,5%
(1) Un certain nombre de demandes introduites se rapportaient à plusieurs domaines.		

Motivation des refus d'accès

Motivation des refus d'accès(1)	1994/95	1996/97
Protection de l'intérêt public (sécurité publique, relations internationales, stabilité monétaire, procédures juridictionnelles, activités d'inspection et d'enquête), y compris le maintien de la stabilité de l'ordre juridique communautaire	18%	20%
Protection de l'individu et de la vie privée	3%	0,5%
Protection du secret en matière commerciale et industrielle	2%	0,5%
Protection des intérêts financiers de la Communauté	1%	0,5%
Protection du secret des délibérations du Conseil	44%	68%
Plusieurs motifs à la fois	25%	9%
Autres motifs	7%	-

(1) En ce qui concerne les premières réponses fournies par le Secrétariat général.

Montant des redevances facturées

	1996	1997
Montant des redevances facturées	400 écus	930 écus